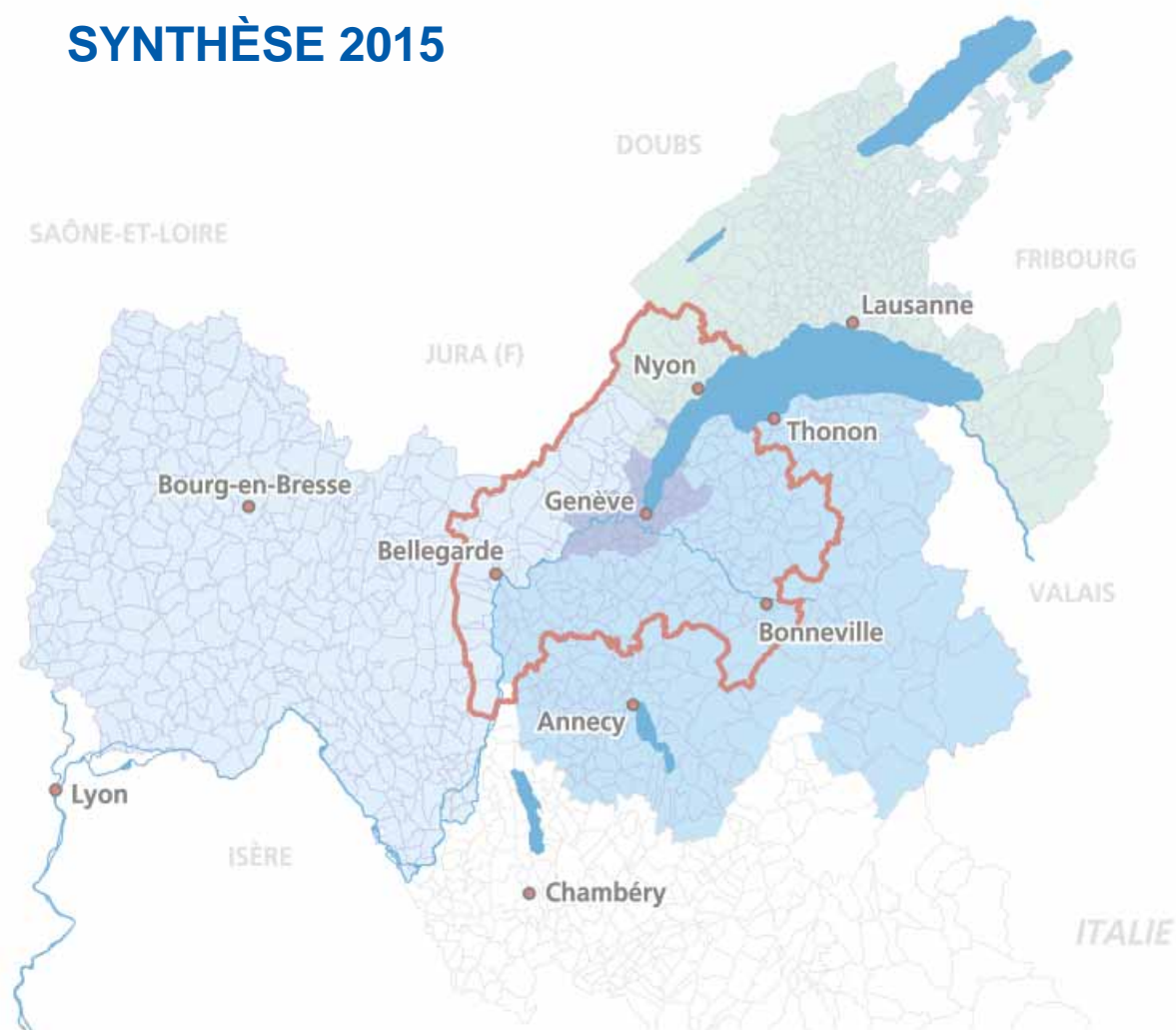




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE 2015



Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud






OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

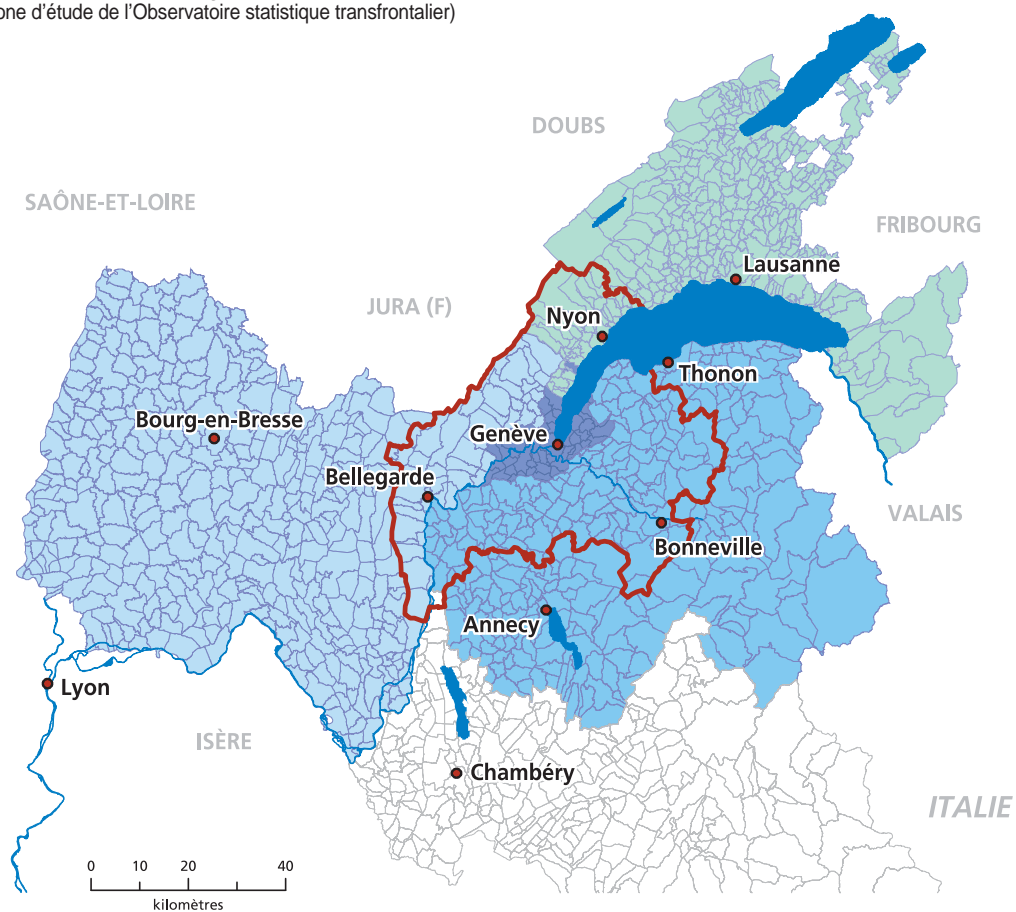
SOMMAIRE

En bref	5
Territoires observés	6
1. Population	8
Démographie	8
Conditions de vie	10
2. Marché du travail	11
Emploi	11
Frontaliers et navetteurs	12
Chômage	14
Etablissements et emplois	16
3. Logement	17
4. Chiffres clés	20
Liste et sources des graphiques et des cartes	21

Chiffres arrêtés au 31 août 2015

Territoire franco-valdo-genevois

-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  Espace transfrontalier genevois
(zone d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier)



EN BREF

La population continue de croître de manière soutenue dans le Territoire franco-valdo-genevois. Entre 2006 et 2014, celui-ci gagne 270 000 habitants supplémentaires (+ 1,4 % par an), et atteint désormais un total de 2 622 300 habitants. Cette augmentation de population s'explique pour près de deux tiers par l'arrivée de nouvelles personnes, démontrant ainsi l'attractivité que ce territoire présente.

Dans l'Espace transfrontalier genevois, pour lequel les chiffres les plus récents concernent le 1^{er} janvier 2012, la croissance de la population depuis 2006 est encore plus soutenue : + 1,6 % en moyenne par an, soit 84 000 personnes supplémentaires.

Après une pause dans sa croissance entre 2007 et 2009, le nombre d'emplois dans l'Espace transfrontalier progresse de manière continue de 2010 à 2012. Après un répit entre 2012 et 2013, le chômage repart à la hausse dans le Genevois français en 2014. Il recule dans le canton de Genève et le district de Nyon.

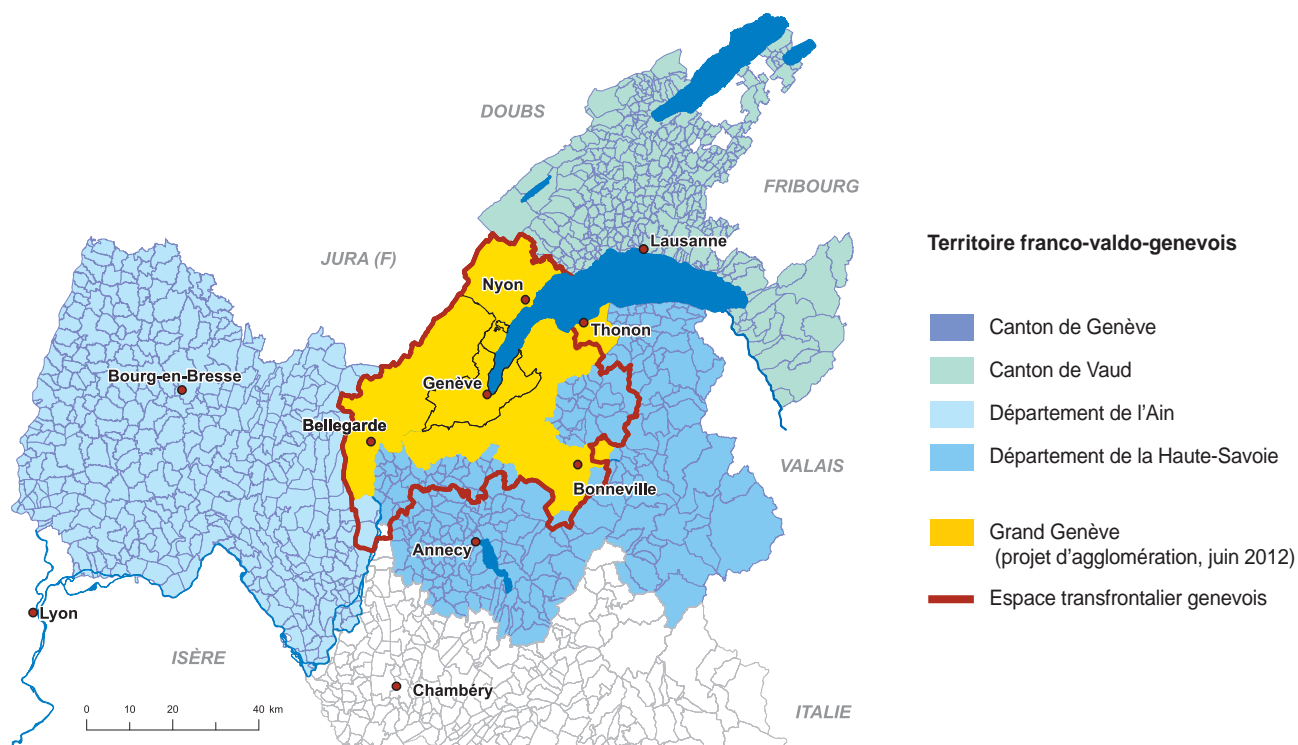
Du côté de la construction de logements, on observe un fléchissement des mises en chantier en 2014 des deux côtés de la frontière. Le Genevois français enregistre le nombre de logements commencés le plus bas depuis 2004 (moins de 3 000). Dans le canton de Genève, ce sont 100 logements de moins qu'en 2013 qui ont été commencés en 2014 (1 300 logements). Le nombre de logements commencés dans le district de Nyon ralentit en 2013 (derniers chiffres disponibles), et atteint son niveau le plus bas depuis 2002 (400 logements).

TERRITOIRES OBSERVÉS

L'Observatoire statistique transfrontalier (OST) s'attache à décrire la région transfrontalière pour deux périmètres. Le plus restreint, l'Espace transfrontalier genevois, inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon (canton de Vaud) et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-lieu de travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif, et constitue un espace de référence pour la statistique publique.

Espace transfrontalier genevois et Grand Genève

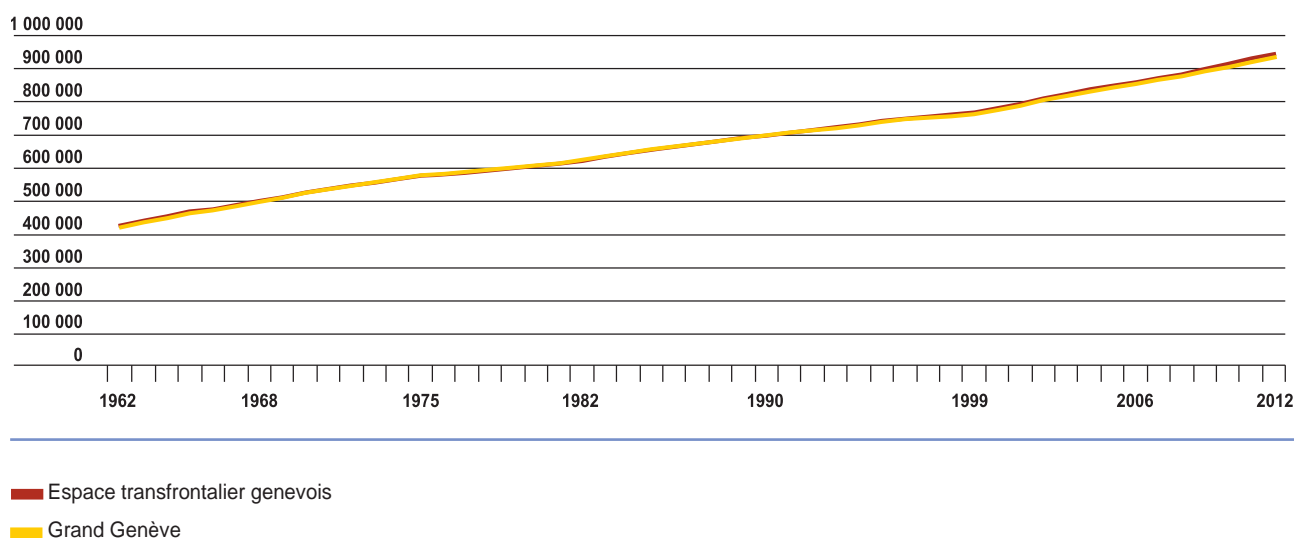


Source : OST, Grand Genève

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme Grand Genève. Les communes incluses dans le Grand Genève se trouvent toutes dans le Territoire franco-valdo-genevois défini par l'OST. L'Espace transfrontalier genevois contient quant à lui la quasi-totalité des communes du Grand Genève, à l'exception de sept communes se situant autour de la ville de Thonon-les-Bains

(Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains) et d'une commune de la Vallée de l'Arve (Marignier). Les chiffres spécifiques au périmètre du Grand Genève sont présentés systématiquement, en fonction de leur disponibilité.

G 01 - Evolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962



POPULATION

Démographie

Depuis 2006, l'évolution de la population reste soutenue dans le Territoire franco-valdo-genevois.

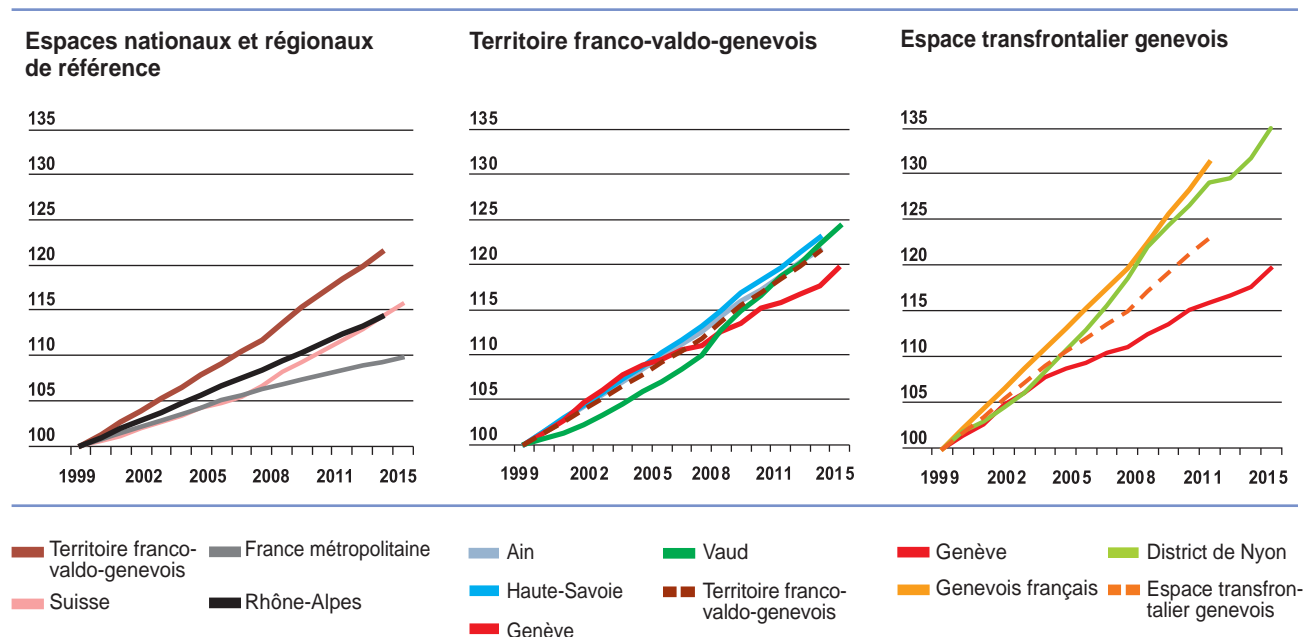
Au 1^{er} janvier 2014, 2 622 300 personnes vivent dans le Territoire franco-valdo-genevois, qui comprend les cantons de Genève et de Vaud ainsi que les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. La population augmente de 1,4 % par an en moyenne depuis 2006, soit de 270 000 habitants en huit ans. L'accroissement reste très soutenu au regard de la région Rhône-Alpes (+ 0,9 %), de la France métropolitaine (+ 0,5 %) et de la Suisse (+ 1,1 %).

La croissance démographique la plus marquée s'observe dans le canton de Vaud : + 1,7 % par an en moyenne au cours de cette période. Les deux départements français n'en sont pas moins dynamiques et affichent des taux de croissance

parmi les plus forts de France : + 1,3 % pour l'Ain et + 1,4 % pour la Haute-Savoie. La croissance genevoise est quant à elle plus modérée (+ 0,9 %).

L'apport majoritaire de population provient des migrations résidentielles. La différence entre le nombre de personnes venues s'installer dans le Territoire franco-valdo-genevois et le nombre de personnes qui en sont parties représente les deux tiers de la croissance démographique de 2006 à 2013. Le tiers restant correspond à l'excédent des naissances par rapport aux décès. La contribution du solde migratoire à la croissance varie selon les territoires. La plus élevée concerne le canton de Vaud (78 %) et la plus faible la Haute-Savoie (54 %). Dans le canton de Genève, l'excédent d'arrivées par rapport aux départs représente 61 % de la croissance de la population, et 62 % dans le département de l'Ain.

G 02 - Evolution de la population (janvier 1999 = 100)

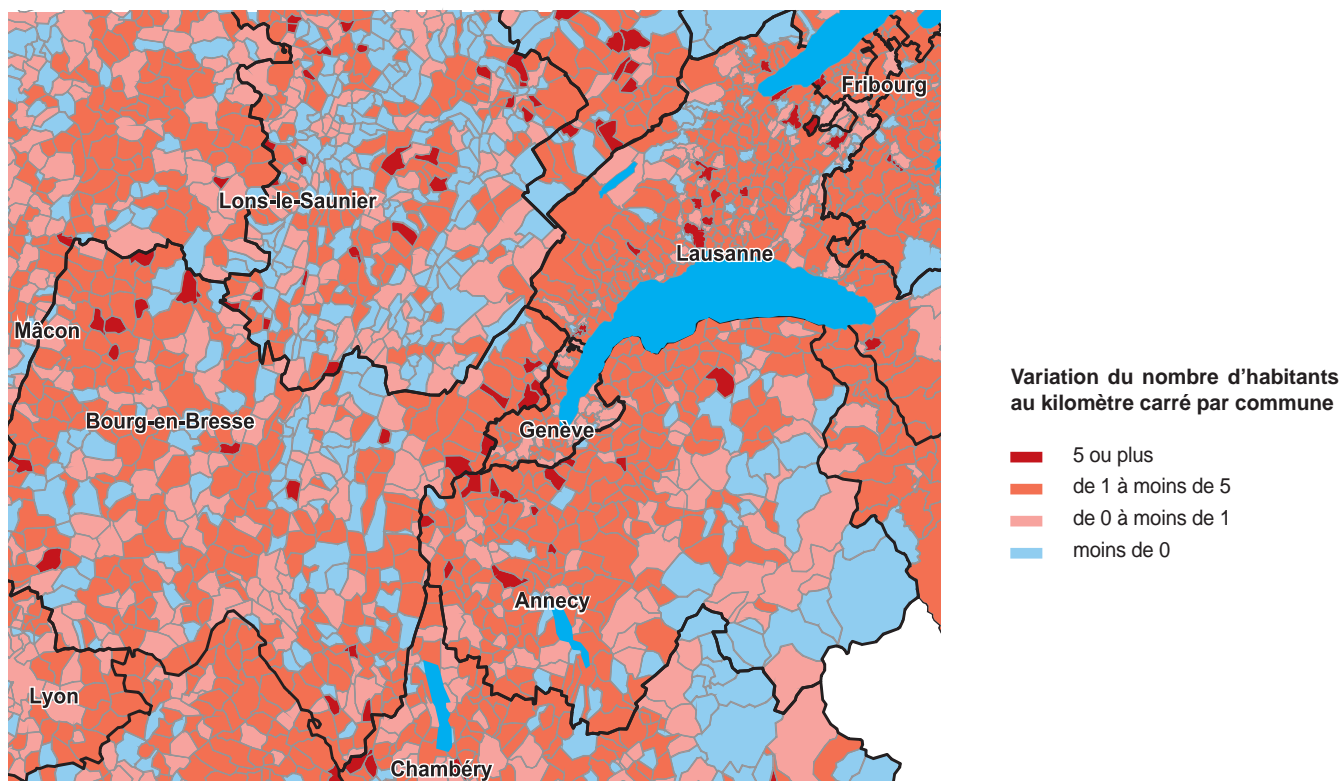


Au 1^{er} janvier 2012, l'Espace transfrontalier genevois, constitué de la zone d'emploi du Genevois français, du canton de Genève et du district de Nyon, compte près de 945 000 habitants. La population a crû de 1,6 % en moyenne par an entre 2007 et 2012. Le Genevois français et le district de Nyon sont les territoires les plus dynamiques avec une croissance de, respectivement, 2,4 % et 2,2 % par an en moyenne. Le canton de Genève croît plus modérément : + 1,0 % par an en moyenne.

L'évolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois tient pour une grande part aux migrations résidentielles : 68 % de l'augmentation proviennent du solde migratoire.

L'Espace transfrontalier se densifie pour atteindre 355 habitants au km² en 2012. La population est nettement plus dense dans le canton de Genève, cœur de l'espace, qui accueille 1 653 hab./km². La densité est moindre dans le reste de l'espace : le district de Nyon compte 290 hab./km² et le Genevois français 287 hab./km². Cependant, depuis 2007, le district de Nyon et le Genevois français se densifient plus rapidement que le canton de Genève.

C 01 - Variation annuelle moyenne de la densité de la population, entre 2007 et 2012



Le nombre d'émigrés du canton de Genève ralentit fortement en 2014.

En 2014, 17 900 personnes ont quitté le canton de Genève pour s'installer ailleurs, en Suisse ou à l'étranger. Il s'agit d'un nombre faible au regard des effectifs observés les années précédentes. Le nombre d'ex-résidents genevois à s'être ins-

tallés dans la périphérie genevoise recule sensiblement, passant de 3 500 en 2013 à 2 600 en 2014. Le district de Nyon et le Genevois français en ont accueilli chacun 1 300. Si le nombre total d'émigrés est exhaustif, les résultats par destination restent quant à eux partiels, tous les émigrés n'indiquant pas le lieu de leur nouvelle résidence.

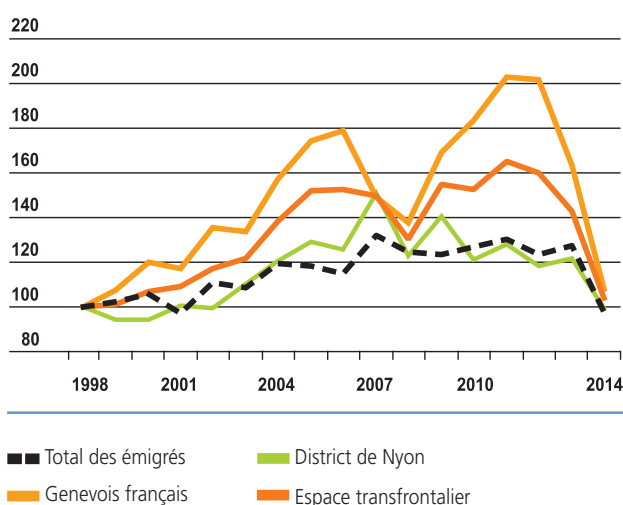
Conditions de vie

En 2013, 3 000 habitants du Genevois français touchent le RSA socle (champ comparable à celui de l'ex-RMI). La progression du nombre d'allocataires s'accélère. Elle est de 8,9 % depuis 2012, plus faible que dans les zones d'emploi voisines, notamment celles du Chablais (+ 15,7 %) et de la vallée de l'Arve (+ 12,7 %).

En 2013, le taux d'aide sociale au sens large s'établit à 13,4 % dans le canton de Genève, ce qui représente 62 100 bénéficiaires. En raison d'un élargissement du champ des prestations prises en compte, ces chiffres ne sont pas directement com-

parables avec ceux de l'année précédente. Le taux d'aide sociale au sens large, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations sociales sous condition de ressources suivantes : allocations de logement, prestations complémentaires cantonales à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), avance de pensions alimentaires, prestations complémentaires familiales et aide sociale au sens strict.

G 03 - Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (fin 1998 = 100)



MARCHÉ DU TRAVAIL

Emploi

En 2013, l'emploi poursuit son repli en France, tandis qu'il augmente modérément en Suisse.

Le repli de l'emploi amorcé en 2012 en France se confirme en 2013 avec un recul de 0,3 % en une année. L'emploi non salarié progresse de 0,7 % pendant que l'emploi salarié fléchit de 0,5 %. Comparée à la France, la région Rhône-Alpes se porte mieux, nonobstant un ralentissement par rapport à 2012. L'emploi total progresse de 0,4 %, porté par une croissance de 0,5 % de l'emploi salarié, tandis que l'emploi non salarié recule de 0,9 %. En Suisse, l'emploi croît modérément en 2013 comme en 2014 (+ 1,0 %).

En 2013, la croissance de l'emploi dans le Territoire franco-valdo-genevois ralentit sensiblement par rapport à l'année précédente (+ 1,2 % contre + 1,8 %). Dans le département de l'Ain, la croissance s'accélère : + 0,8 % contre + 0,3 % l'année précédente. En Haute-Savoie, la hausse continue, mais

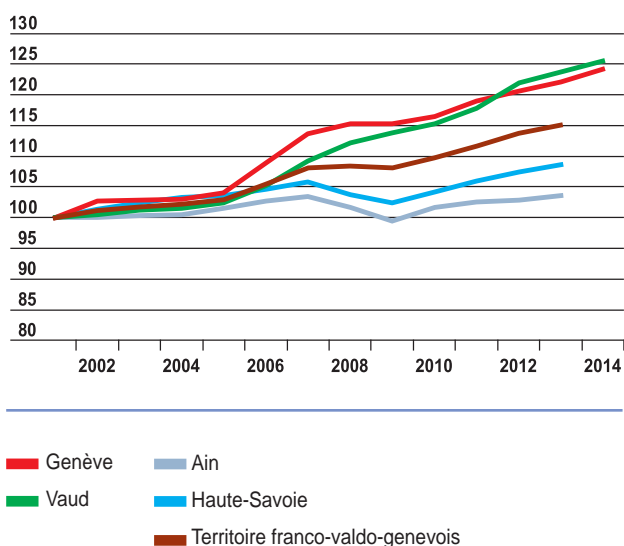
de manière plus modérée, passant de + 1,4 % en 2012 à + 1,1 % en 2013. L'emploi dans le canton de Genève maintient quant à lui sa progression au rythme de + 1,3 %, tandis qu'elle ralentit sensiblement dans le canton de Vaud et passe à + 1,5 %, après la poussée de + 3,5 % en 2012.

L'emploi progresse pour la troisième année consécutive dans le Genevois français.

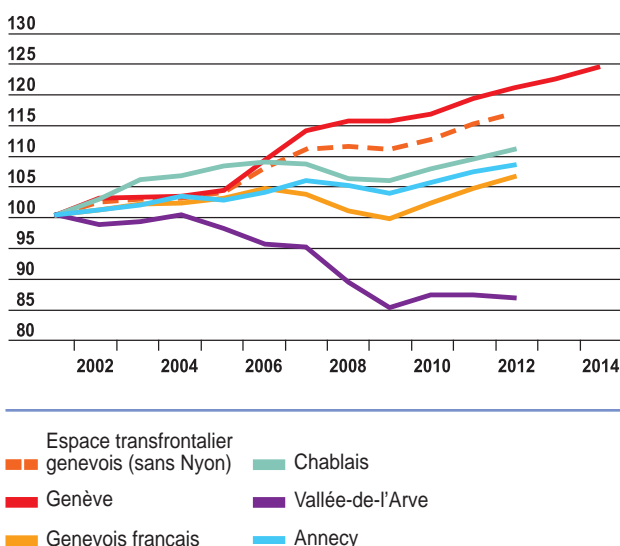
En 2012, l'emploi total du Genevois français croît de 1,7 %. La progression de l'emploi non salarié reste forte (+ 5,4 %) en comparaison de l'emploi salarié, qui ne gagne que 1,1 %. Le nombre de salariés agricoles et industriels continue de baisser, mais dans une moindre mesure que les années précédentes (- 0,6 % et - 1,0 %). La construction et le tertiaire non marchand enregistrent un rebond de + 2,6 % et + 3,5 %, alors que le tertiaire marchand stagne (+ 0,2 %).

G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

Territoire franco-valdo-genevois



Espace transfrontalier genevois et zones d'emploi voisines



Frontaliers et navetteurs

Plus des trois quarts des actifs transfrontaliers travaillant à Genève résident dans le Grand Genève.

Au 1^{er} janvier 2012, 89 100 actifs transfrontaliers résidant en France travaillent dans le canton de Genève, soit 25 % de plus qu'en 2007. Ces actifs résident en majorité dans les départements de la Haute-Savoie (71 %) et de l'Ain (25 %). On dénombre 21 400 actifs transfrontaliers travaillant dans le canton de Vaud. Ils résident principalement dans les départements du Doubs (31 %), de la Haute-Savoie (26 %), de l'Ain (20 %) et du Jura (19 %).

Les frontaliers actifs dans le canton de Genève sont 81 % à résider dans le périmètre de la zone d'emploi du Genevois français, et 75 % dans le périmètre du Grand Genève.

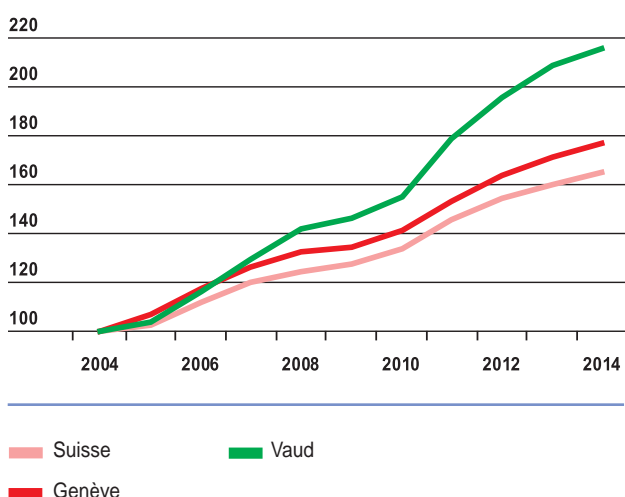
A la fin 2014, le nombre de frontaliers étrangers actifs¹ à Genève et qui résident en France croît de 3,1 % en un an, un rythme moins soutenu que lors des années précédentes (+ 4,3 % en 2013, + 6,8 % en 2012). La tendance est également au ralentis-

sement dans le canton de Vaud : + 3,2 % en 2014, contre + 6,8 % en 2013 et + 9,5 % en 2012.

Le nombre de navetteurs venant travailler à Genève depuis un autre canton suisse reste stable.

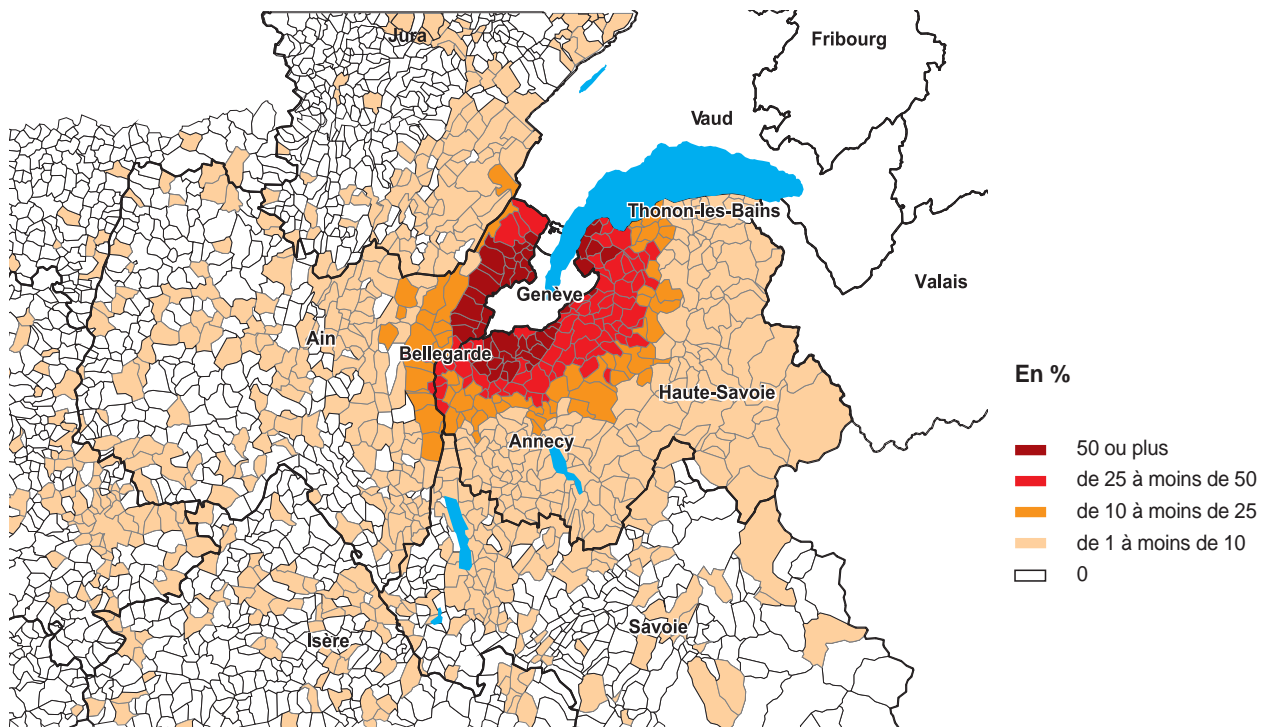
En 2013, le nombre de navetteurs venant travailler à Genève depuis un autre canton s'élève à 27 600 (hors fonctionnaires internationaux), un chiffre stable par rapport aux années précédentes. Ils proviennent essentiellement du canton de Vaud (23 900 navetteurs, soit 86 %), en particulier du district de Nyon (13 600 navetteurs). Les navetteurs sont proportionnellement plus nombreux à avoir une formation de degré tertiaire que la population résidente active occupée du canton de Genève (51 % contre 43 %). Ils occupent également plus souvent des emplois de salariés avec fonction d'encadrement (22 % des navetteurs, contre 15 % de la population résidente active occupée) ou de membres de la direction (10 % contre 4 %).

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse, par lieu de travail (fin 2004 = 100)



¹ Les frontaliers étrangers sont les personnes qui ont besoin d'un permis de travail pour exercer leur activité en Suisse. Cette catégorie n'inclut donc ni les personnes de nationalité suisse ni les fonctionnaires internationaux.

C 02 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2012



Chômage

A l'échelon national, le chômage reste stable en Suisse et augmente légèrement en France.

Au dernier trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT atteint 10,1 %, soit + 0,4 point par rapport à la même période de l'année précédente. En Rhône-Alpes, l'évolution est identique mais, avec 8,9 % de chômeurs dans la population active, la région conserve un taux de chômage inférieur.

En Suisse, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 4,1 % au dernier trimestre 2014, en recul de 0,1 point par rapport à l'année précédente.

Le taux de chômage recule dans la partie suisse de l'Espace transfrontalier.

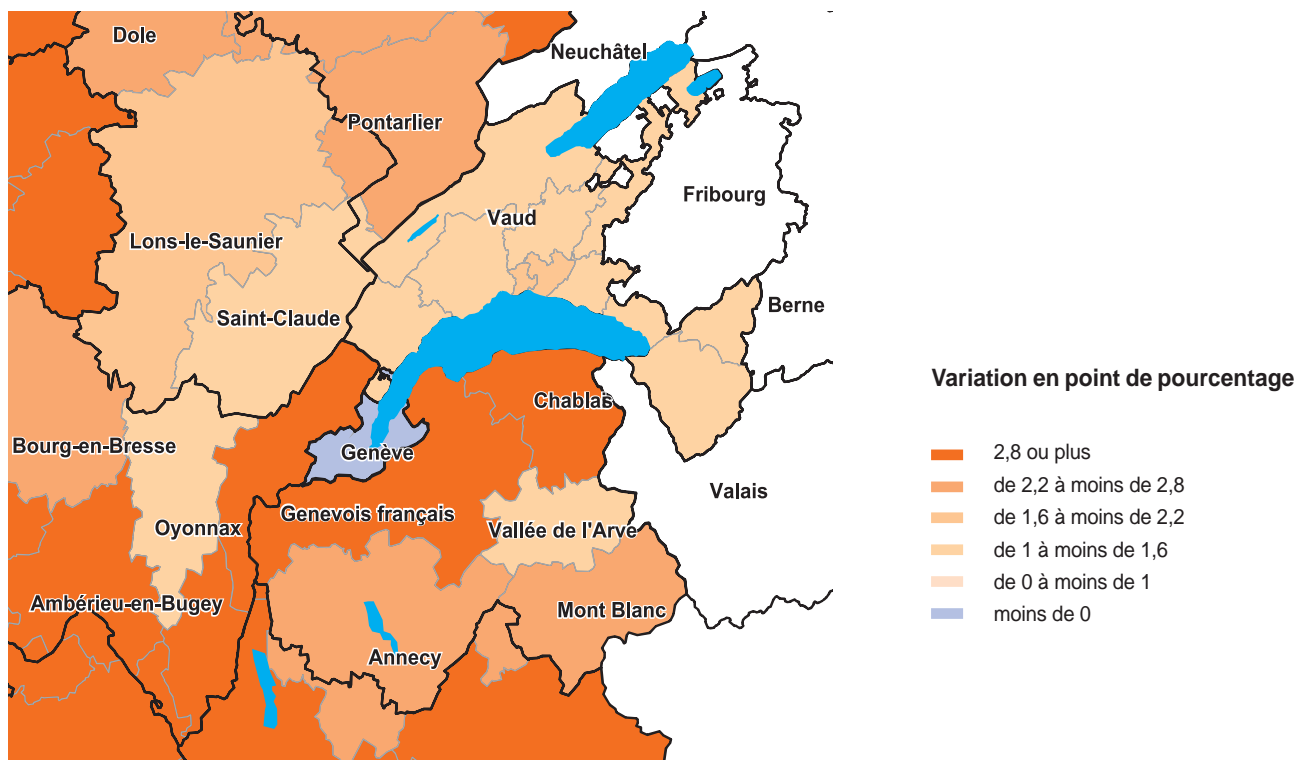
Après un répit entre 2012 et 2013, le chômage repart à la hausse dans le Genevois français pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2003 : 7,8 % des actifs sont sans emploi au dernier trimestre 2014. Les zones d'emploi alentours, excepté la Vallée de l'Arve, ainsi que les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie suivent cette tendance à la hausse.

Dans le canton de Vaud, comme dans le canton de Genève, le taux de chômage au dernier trimestre 2014 baisse de 0,2 point par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, et s'établit à 5,1 % (5,6 % dans le canton de Genève). Le recul est plus marqué dans le district de Nyon : le taux passe de 4,3 % au dernier trimestre 2013 à 3,6 % au dernier trimestre 2014.

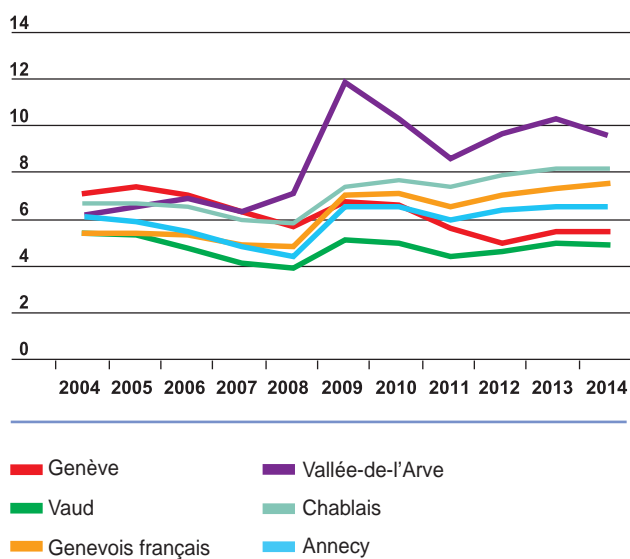
Le nombre de chômeurs transfrontaliers continue sa progression en 2014.

Depuis 2010, le nombre de chômeurs indemnisés par Pôle emploi résidant dans l'Ain et la Haute-Savoie et dont le dernier emploi occupé se trouvait en Suisse progresse de manière continue. En 2014, il s'accroît de 10,2 % et concerne en tout 8 700 transfrontaliers. La progression s'est renforcée en Haute-Savoie, passant de + 8,8 % en 2013 à + 10,4 % en 2014, mais s'est ralentie dans l'Ain en passant de + 12,9 % à + 9,5 %. Fin 2014, les chômeurs transfrontaliers représentent 7,8 % de l'ensemble des chômeurs dans l'Ain, et 20,9 % en Haute-Savoie.

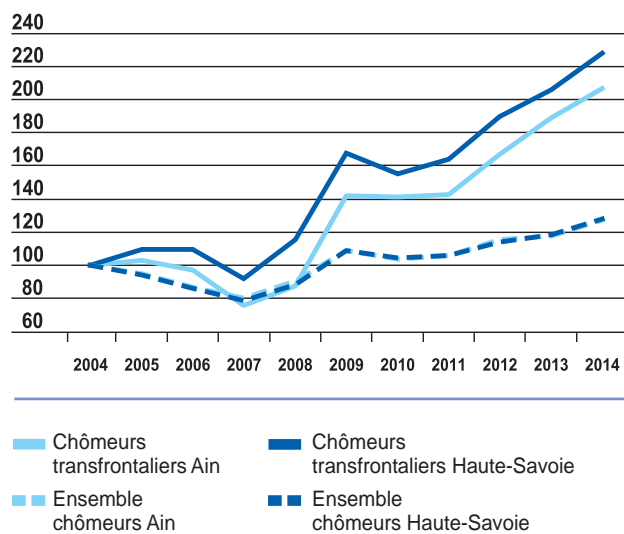
**C 03 - Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (France)
et canton ou district (Suisse), entre 2008 et 2014**



G 06 - Taux de chômage moyen annuel, en %



**G 07 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers
indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)**



Etablissements et emplois

Au 1^{er} janvier 2013, on dénombre 20 600 établissements en activité et appartenant au secteur marchand non agricole dans la zone d'emploi du Genevois français. En une année, leur nombre a augmenté de 5,4 % principalement dans la construction, qui croît de + 6,3 %. Les nombres d'établissements du tertiaire marchand (commerce, transports, services divers...) et de l'industrie progressent, quant à eux, respectivement de 4,9 % et 3,4 %.

Les petits établissements forment l'essentiel du tissu productif du Genevois français. 72 % n'ont pas de salarié et 23 % en emploient entre 1 et 9. Les grosses structures restent rares dans la zone d'emploi : seuls 5 % des établissements emploient plus de 10 salariés. Cependant, les 263 établissements de plus de 50 salariés rassemblent 37 % de la totalité des postes.

Le tertiaire marchand regroupe 45 % des postes salariés et le tertiaire non marchand 30 %. L'industrie arrive en troisième position avec 16 % des postes salariés.

Dans le canton de Genève, en 2012, on dénombre 37 400 établissements, en augmentation de 1,2 % par rapport à 2011, regroupant 355 700 emplois¹.

Comme les années précédentes, le grand secteur groupant l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale représente 22 % des emplois du canton. Cette part importante en comparaison régionale s'explique en grande partie par le statut de métropole de la ville de Genève, qui se traduit, entre autres, par la présence d'une université et d'un hôpital universitaire.

Les activités financières et d'assurance forment une des branches regroupant le plus d'emplois : 30 800 en 2012, soit 9 % du total. Les activités extra-territoriales, qui comprennent les organisations internationales, les ambassades, les consulats et les missions permanentes, représentent quant à elles 26 400 emplois.

En 2012, le district de Nyon compte 41 000 emplois, répartis dans 6 900 établissements¹. Par rapport à 2011, le nombre d'emplois progresse de 2,8 %, et le nombre d'établissements de 1,2 %. Les branches d'activité qui regroupent le plus d'emplois sont la santé humaine (3 600 emplois), le commerce de détail (3 400 emplois) et l'enseignement (3 000 emplois).

¹ Les chiffres 2012 sont provisoires.

LOGEMENT

Des deux côtés de la frontière, le nombre de logements mis en chantier fléchit en 2014.

De même que dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes, le nombre de logements mis en chantier fléchit fortement dans le Genevois français en 2014. Avec moins de 3 000 logements commencés, la zone d'emploi enregistre son niveau le plus bas en dix ans. La baisse est plus prononcée dans la partie du Genevois français située dans l'Ain que dans celle en Haute-Savoie.

Dans le canton de Genève, le nombre de logements mis en chantier baisse légèrement en 2014 par rapport à l'année précédente : 1 300 nouveaux logements commencés (chiffres provisoires), contre 1 400 en 2013. Ce total est inférieur à la moyenne observée entre 2004 et 2013 (1 500 logements commencés par an). Le nombre d'autorisations de construire, en revanche, est en forte augmentation en 2014 : 2 600 autorisations, soit + 61 % par rapport à 2013. Les mises en chantier pourraient donc repartir à la hausse au cours des années à venir.

Le nombre de logements commencés dans le district de Nyon ralentit en 2013 et atteint 450 logements, son niveau le plus bas depuis 2002.

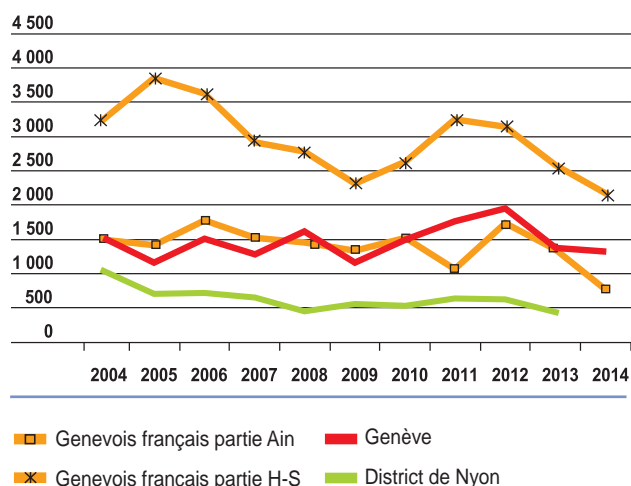
Dans le Genevois français, les ventes de logements neufs continuent de ralentir.

Le nombre de ventes déclinent dans le Genevois français pour la troisième année consécutive. En 2014, 25 % de logements en moins qu'en 2013 ont été vendus. Le pays de Gex pâtit le plus de la situation avec un effondrement de 37 % du nombre de ventes, tous types de logement confondus. Le côté Haute-Savoie s'en sort légèrement mieux avec une perte de 19 %, surtout concentrée sur les logements collectifs (- 22 %), moins sur les logements individuels (- 3 %).

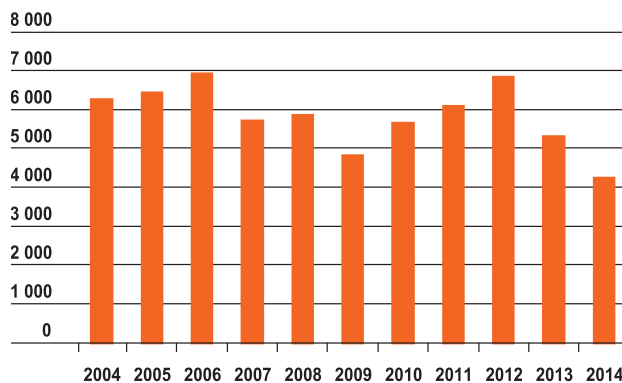
Les délais de vente s'allongent par rapport à l'année précédente. En moyenne, l'individuel s'écoule en 15 mois dans l'ensemble de la zone d'emploi (10 mois en 2013). Dans le collectif, 20 mois en moyenne (12 en 2013) sont nécessaires pour vendre un logement, deux ans côté Ain et un an et demi côté Haute-Savoie.

En 2014, les prix moyens dans le collectif perdent 3,3 %, le côté Ain se dépréciant davantage (- 4,2 %) que le côté Haute-Savoie (- 1,7 %). En revanche, si ceux de l'individuel n'augmentent que légèrement (+ 0,2 %), notamment partie Haute-Savoie (+ 0,8 %), ils remontent clairement partie Ain (+ 5,2 %).

G 08 - Logements commencés



G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)



Les prix restent toutefois élevés. Le prix moyen du m² s'établit à 4 100 euros (5 002 francs suisses³) dans le collectif. Il est moins élevé dans la partie Haute-Savoie, avec 3 940 euros/m² (4 807 francs suisses), que côté Ain, où le prix atteint 4 450 euros/m² (5 429 francs suisses). Le constat est identique pour le logement individuel. Le prix moyen d'une maison avec son terrain dans le Genevois français s'élève à 362 300 euros. Il est de 336 000 euros côté Haute-Savoie et 427 400 euros côté Ain.

A Genève, la valeur totale des transactions immobilières baisse pour la deuxième année consécutive.

En 2013, 1 779 transactions immobilières ont été enregistrées dans le canton de Genève, représentant un montant global de 4,195 milliards de francs (3,398 milliards d'euros⁴). Par rapport à 2012, le nombre de transactions diminue de 9 % et leur valeur globale de 7 %.

Le prix médian au m² des appartements se fixe à 8 952 francs (7 251 euros). Il augmente de 17 % par rapport à 2012. Cette progression marquée fait suite à un recul de 7 % entre 2011 et 2012. Le prix médian des maisons individuelles, y compris le terrain, se fixe quant à lui à 1,663 million de francs (1,347 million d'euros). Il est plus bas lorsque la maison est neuve (1,607 million de francs, soit 1,302 million d'euros) que lorsqu'elle est ancienne (1,705 million de francs, soit 1,382 million d'euros), notamment à cause de la différence de surface moyenne de la parcelle sur laquelle la maison est sise : 455 m² pour les maisons neuves, contre 1 065 m² pour les maisons anciennes.

Le parc de logements subventionnés dans le canton de Genève et celui du logement social dans le Genevois français s'étoffent.

Après onze années consécutives de baisse, le parc de logements subventionnés⁵ dans le canton de Genève augmente légèrement, passant de 18 400 logements en 2013 à 18 600 en 2014. Le nombre de logements subventionnés construits en 2014 (540) dépasse le nombre de ceux qui sortent du système de subventionnement.

Le parc de logements sociaux du Genevois français (22 300 logements au 1^{er} janvier 2014) progresse de 2,4 % en un an. Il augmente de 3,6 % dans la partie du Genevois français située en Haute-Savoie, pour atteindre 14 800 unités, mais stagne (+ 0,1 %) dans la partie Ain en se maintenant à 7 500 unités. A titre de comparaison, le nombre de logements sociaux croît de 1,4 % en Rhône-Alpes et respectivement de 1,6 % et 2,0 % dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie.

Dans le Genevois français, 97,5 % des logements sociaux sont occupés, seuls 1,0 % demeurent vacants et disponibles à la location. Les 1,5 % restants entrent dans le cadre de projets de rénovation ou de démolition.

Résidences secondaires

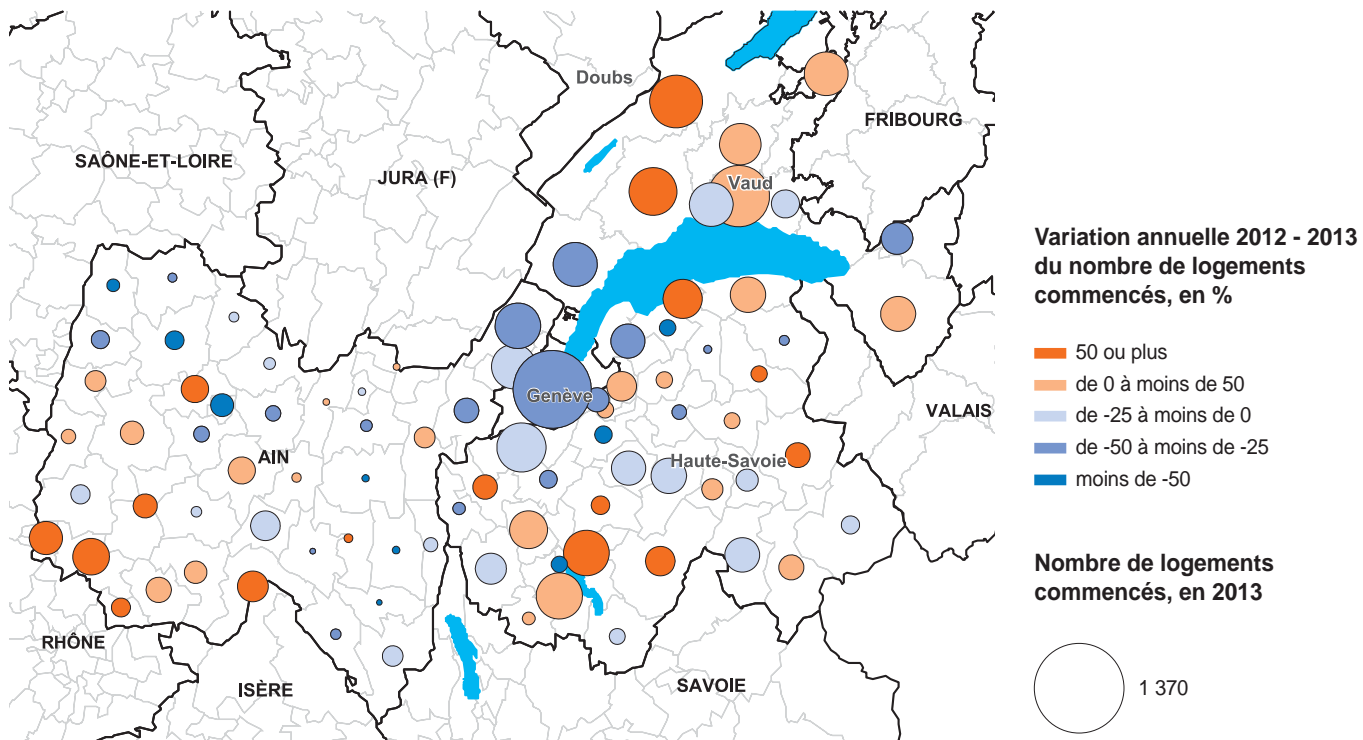
Le Genevois français compte, en 2012, 196 600 logements, soit 34 % de logements supplémentaires depuis 1999. Au cours de la même période, le nombre de résidences secondaires n'augmente que de 2 %, pour atteindre 19 000. Ainsi, la part de résidences secondaires au sein de l'ensemble des logements descend de 3 points entre 1999 et 2012, passant de 12,7 % à 9,7 %. Dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes, forte de ses nombreuses stations de ski, le parc de logements comprend 11,8 % de résidences secondaires en 2012 (13 % en 1999). Leur nombre a crû de 8,4 % durant cette période.

³ Taux de change moyen en 2014 : 1 euro = 1,22 franc suisse.

⁴ Taux de change moyen en 2013 : 1 franc suisse = 0,81 euro.

⁵ Selon la loi sur le logement et la protection des locataires (LGL).

C 04 - Construction de logements par canton (France) et canton ou district (Suisse)



Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total (1)	ZE Genevois français	District de Nyon
Population (début d'année)								
2007	2 385 100	574 400	706 700	445 300	658 700	870 100	345 000	79 900
2012	2 557 200	612 200	756 500	466 900	721 600	943 400	387 500	89 100
Evolution annuelle moyenne 2007-2012	1,4%	1,3%	1,4%	1,0%	1,8%	1,6%	2,4%	2,2%
Emploi (fin d'année)								
2009	1 094 500	205 800	287 900	273 500	327 300	n.d.	94 300	n.d.
2010	1 110 800	210 300	292 800	276 300	331 400	n.d.	96 700	n.d.
2011	1 130 900	212 100	297 600	282 400	338 800	n.d.	99 000	n.d.
2012	1 151 400	212 700	301 800	286 200	350 700	n.d.	100 700	n.d.
2013	1 165 300	214 400	305 000	289 900	356 000	n.d.	n.d.	n.d.
Evolution 2011-2012	1,8%	0,3%	1,4%	1,3%	3,5%	n.d.	1,7%	n.d.
Evolution 2012-2013	1,2%	0,8%	1,1%	1,3%	1,5%	n.d.	n.d.	n.d.
Taux de chômage (4 ^e trimestre)								
2011	n.d.	6,5%	6,8%	5,3%	4,5%	n.d.	6,7%	3,5%
2012	n.d.	7,1%	7,3%	5,2%	4,8%	n.d.	7,3%	4,1%
2013	n.d.	7,0%	7,2%	5,5%	5,1%	n.d.	7,2%	4,3%
2014	n.d.	7,4%	7,5%	5,3%	4,9%	n.d.	7,8%	3,6%
Nombre de logements commencés								
2011	16 900	4 200	6 650	1 750	4 300	6 750	4 300	650
2012	16 550	4 600	6 100	1 950	3 900	7 550	4 900	600
2013	15 200	4 000	5 800	1 400	4 350	5 050	3 250	450

(1) L'Espace transfrontalier genevois est constitué du canton de Genève, du district de Nyon et de la zone d'emploi du Genevois français.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

Liste et sources des graphiques et des cartes

- G 01 – Evolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962
Source : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 02 – Evolution de la population (Janvier 1999 = 100)
Sources : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 03 – Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (fin 1998 = 100)
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 04 – Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)
Sources: INSEE – estimations d'emploi (F), OFS – Statistique de l'emploi (CH)
- G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse, par lieu de travail (fin 2004 = 100)
Source : OFS – Statistique des frontaliers
- G 06 – Taux de chômage, moyenne annuelle, en %
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)
Source : Pôle Emploi
- G 08 – Logements commencés
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 09 – Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- C 01 – Variation annuelle moyenne de la densité de la population, entre 2007 et 2012
Sources : INSEE - Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises en 2012
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 03 – Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (F) et canton ou district (CH), entre 2008 et 2014
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- C 04 – Construction de logements par canton (F) et canton ou district (CH)
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

Revenus fiscaux des ménages du Genevois français (Fiche 3-2014), OST, 2014

Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 2-2014), OST, 2014

Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2014), OST, 2014

Les ménages actifs de la zone d'emploi du Genevois français face au travail frontalier
(Fiche 4-2013), OST, 2013

Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français
(Fiche 3-2013), OST, 2013

La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain
2007-2009 (Fiche 2-2013), OST, 2013

Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2013), OST, 2013

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2012), OST, 2012

L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008
(Fiche 12 2*), OST, 2011

L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST,
2010

Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010

Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

Liste complète sur www.statregio-francosuisse.net

Synthèses annuelles

2002 à 2015

**Cette Synthèse 2015 a été réalisée avec la collaboration des institutions
ou services suivants :**

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi de Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle Emploi

Caisses des allocations familiales (Cnaf et Caf).

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement : il s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Site web de l'OST : www.statregio-francosuisse.net

Institut national de la statistique et des études économiques Direction régionale Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi
69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 72 72 4000
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)

82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Télécopie : +41 22 388 75 10
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique